

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2018/31131]

13 JUNI 2014. — Wet houdende instemming met de wijziging van het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, aangenomen te Doha op 8 december 2012 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De wijziging van het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, aangenomen te Doha op 8 december 2012, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De wijzigingen van de percentages bevat in de derde kolom van de tabel van bijlage B, aangenomen in toepassing van artikel 3, lid 1^{quater}, van het Protocol van Kyoto, zullen volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juni 2014.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse zaken,
D. REYNDERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Milieu, Energie en Mobiliteit,
M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
A. TURTELBOOM

—————
Nota's

(1) Senaat (www.senate.be)

Doc: 5/2800

verslag:03/04/2014

Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Doc: 53-3547

verslag: 23/04/2014

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/ het Vlaamse Gewest van 14/03/2014 (*Belgisch Staatsblad* van 16/05/2014), Decreet van het Waalse Gewest van 12/03/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 24/03/2015), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 23/04/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 07/05/2015),

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2018/31131]

13 JUIN 2014. — Loi portant assentiment à l'Amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. Les modifications des pourcentages figurant à la troisième colonne du tableau de l'annexe B, adoptées en application de l'article 3, paragraphe 1^{er quater}, du Protocole de Kyoto.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,
J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité,
M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
A. TURTELBOOM

—————
Notes

(1) Sénat (www.senate.be)

Doc : 5/2800

rapport : 03/04/2014

Chambre des Représentants (www.lachambre.be)

Doc 53-3547

Rapport intégral du 23/04/2014

(2) Voir Décret de la Communauté flamande/ la Région flamande du 14/03/2014 (*Moniteur belge* du 16/05/2014), Décret de la Région wallonne du 12/03/2015 (*Moniteur belge* du 24/03/2015), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23/04/2015 (*Moniteur belge* du 07/05/2015),

Amendement de Doha au Protocole de Kyoto

Article premier: Amendement

A.

Annexe B du Protocole de Kyoto

Remplacer le tableau de l'annexe B du Protocole par le tableau suivant:

1	2	3	4	5	6
<i>Partie</i>	Engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions (2008-2012) (en pourcentage des émissions de l'année ou de la période de référence)	Engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions (2013-2020) (en pourcentage des émissions de l'année ou de la période de référence)	Année de référence ¹	Engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions (2013-2020) (en pourcentage des émissions de l'année de référence) ¹	Annonces de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 (en pourcentage des émissions de l'année de référence) ²
Allemagne	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Australie	108	99,5	2000	98	-5 %/-15 % ou -25 % ³
Autriche	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Bélarus ^{5*}		88	1990	s.o.	-8 %
Belgique	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Bulgarie*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Chypre		80 ⁴	s.o.	s.o.	
Croatie*	95	80 ⁶	s.o.	s.o.	-20 %/-30 % ⁷
Danemark	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Espagne	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Estonie*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Finlande	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
France	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Grèce	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Hongrie*	94	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Irlande	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Islande	110	80 ⁸	s.o.	s.o.	
Italie	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Kazakhstan*		95	1990	95	-7 %
Lettonie*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Liechtenstein	92	84	1990	84	-20 %/-30 % ⁹
Lituanie*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Luxembourg	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Malte		80 ⁴	s.o.	s.o.	
Monaco	92	78	1990	78	-30 %
Norvège	101	84	1990	84	-30 %/-40 % ¹⁰
Pays-Bas	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Pologne*	94	80 ⁴	s.o.	s.o.	

1	2	3	4	5	6
<i>Partie</i>	Engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions (2008-2012) (en pourcentage des émissions de l'année ou de la période de référence)	Engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions (2013-2020) (en pourcentage des émissions de l'année ou de la période de référence)	Année de référence ¹	Engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions (2013-2020) (en pourcentage des émissions de l'année de référence) ¹	Annonces de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 (en pourcentage des émissions de l'année de référence) ²
Portugal	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
République tchèque*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Roumanie*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Slovaquie*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Slovénie*	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Suède	92	80 ⁴	s.o.	s.o.	
Suisse	92	84,2	1990	s.o.	-20 %/-30 % ¹¹
Ukraine*	100	76 ¹²	1990	s.o.	-20 %
Union européenne	92	80 ⁴	1990	s.o.	-20 %/-30 % ⁷
<i>Parties</i>	Engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions (2008-2012) (en pourcentage des émissions de l'année ou de la période de référence)				
Canada ¹³	94				
Fédération de Russie ^{16*}	100				
Japon ¹⁴	94				
Nouvelle-Zélande ¹⁵	100				

Abréviation: s.o. = sans objet.

* Pays en transition vers une économie de marché.

Toutes les notes ci-après, à l'exception des notes 1, 2 et 5, ont été communiquées par les Parties concernées.

¹ Une année de référence peut être utilisée facultativement par toute Partie pour son propre usage afin d'exprimer ses objectifs chiffrés de limitation ou de réduction des émissions en pourcentage des émissions de l'année en question, sans que cela relève d'une obligation internationale au titre du Protocole de Kyoto, en sus de la liste indiquant ses objectifs chiffrés de limitation ou de réduction des émissions pour l'année de référence dans les deuxième et troisième colonnes du tableau, qui relèvent d'une obligation internationale.

² Pour de plus amples informations sur ces annonces, voir les documents FCCC/SB/2011/INF.1/Rev.1 et FCCC/KP/AWG/2012/MISC.1, Add.1 et Add.2.

³ L'engagement chiffré de limitation et de réduction des émissions de l'Australie pour la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto est conforme à l'objectif inconditionnel pour 2020 de l'Australie d'une réduction de 5 % par rapport au niveau de 2000. L'Australie conserve la possibilité de relever ultérieurement son objectif de réduction pour 2020 de 5 % à 15 %, voire 25 % par rapport au niveau de 2000, à condition que certaines conditions soient remplies. Ce niveau de référence maintient le

statu quo quant aux annonces faites au titre des accords de Cancún et ne relève pas d'une nouvelle obligation internationale au titre du présent Protocole ou des règles et modalités connexes.

⁴ Il est entendu que l'Union européenne et ses États membres rempliront conjointement leurs engagements chiffrés de limitation ou de réduction des émissions pour la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, conformément à l'article 4 dudit Protocole. Ces engagements sont sans préjudice de la notification ultérieure par l'Union européenne et ses États membres d'un accord visant à honorer conjointement leurs engagements conformément aux dispositions du Protocole de Kyoto.

⁵ Pays dont le nom a été ajouté à l'annexe B en vertu d'un amendement adopté en application de la décision 10/CMP.2. Cet amendement n'est pas encore entré en vigueur.

⁶ Il est entendu que la Croatie remplira son engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions pour la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto conjointement avec l'Union européenne et ses États membres, conformément à l'article 4 du Protocole de Kyoto. Par conséquent, l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne n'aura d'incidence ni sur sa participation à l'accord d'exécution conjointe conclu conformément à l'article 4 ni sur son engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions.

⁷ Dans le cadre d'un accord mondial et global pour la période postérieure à 2012, l'Union européenne renouvelle son offre d'opter pour une réduction de 30 % des émissions par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2020, à condition que les autres pays développés s'engagent eux-mêmes à procéder à des réductions comparables et que les pays en développement contribuent de manière adéquate en fonction de leurs responsabilités et de leurs capacités respectives.

⁸ Il est entendu que l'Islande remplira son engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions pour la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto conjointement avec l'Union européenne et ses États membres, conformément à l'article 4 du Protocole de Kyoto.

⁹ L'engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions présenté dans la troisième colonne correspond à un objectif de réduction de 20 % d'ici à 2020 par rapport au niveau de 1990. Le Liechtenstein est disposé à envisager un objectif plus élevé de réduction de 30 % des émissions par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2020 à condition que d'autres pays développés s'engagent eux-mêmes à opérer des réductions comparables et que les pays en développement économiquement plus avancés contribuent de manière adéquate en fonction de leurs responsabilités et de leurs capacités respectives.

¹⁰ L'engagement chiffré de limitation et de réduction des émissions de 84 de la Norvège est conforme à son objectif d'une réduction de 30 % des émissions par rapport à 1990 d'ici à 2020. Si elle peut contribuer à un accord mondial et global par lequel les Parties qui sont de grands pays émetteurs s'accorderaient sur des réductions d'émissions conformes à l'objectif de 2 °C, la Norvège optera pour une réduction de 40 % des émissions pour 2020 par rapport au niveau de 1990. Ce niveau de référence maintient le statu quo quant à l'annonce faite au titre des accords de Cancún et ne relève pas d'une nouvelle obligation internationale au titre du présent Protocole.

¹¹ L'engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions présenté dans la troisième colonne correspond à un objectif de réduction de 20 % par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2020. La Suisse est disposée à envisager un objectif plus élevé de réduction de 30 % des émissions par rapport au niveau de 1990 d'ici à 2020, à condition que les autres pays développés s'engagent eux-mêmes à procéder à des réductions comparables et que les pays en développement économiquement plus avancés contribuent de manière adéquate en fonction de leurs responsabilités et de leurs capacités respectives et de l'objectif de 2 °C. Ce niveau de référence maintient le statu quo quant à l'annonce faite au titre des accords de Cancún et ne relève pas d'une nouvelle obligation internationale au titre du présent Protocole ou des règles et modalités connexes.

¹² Le report devrait être total et aucune annulation ou limitation de l'utilisation de ce bien souverain légitimement acquis n'est acceptée.

¹³ Le 15 décembre 2011, le Dépositaire a été informé par écrit du fait que le Canada se retirait du Protocole de Kyoto. Cette mesure prendra effet à l'égard du Canada le 15 décembre 2012.

¹⁴ Dans une communication datée du 10 décembre 2010, le Japon a indiqué qu'il n'entend pas être lié par la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto après 2012.

¹⁵ La Nouvelle-Zélande reste Partie au Protocole de Kyoto. Elle se fixera un objectif chiffré de réduction de ses émissions pour l'ensemble de son économie au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques au cours de la période allant de 2013 à 2020.

¹⁶ Dans une communication datée du 8 décembre 2010 que le secrétariat a reçue le 9 décembre 2010, la Fédération de Russie a indiqué qu'elle n'entend pas prendre d'engagement chiffré de limitation ou de réduction des émissions pour la deuxième période d'engagement.

B.

Annexe A du Protocole de Kyoto

Remplacer la liste figurant sous la rubrique «Gaz à effet de serre» de l'annexe A du Protocole par la liste suivante:

Gaz à effet de serre

Dioxyde de carbone (CO₂)
Méthane (CH₄)
Oxyde nitreux (N₂O)
Hydrofluorocarbones (HFC)
Hydrocarbures perfluorés (PFC)
Hexafluorure de soufre (SF₆)
Trifluorure d'azote (NF₃)¹

¹ S'applique uniquement à compter du début de la deuxième période d'engagement.

C.**Paragraphe 1 bis de l'article 3**

Insérer après le paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole le paragraphe suivant:

- 1 bis. Les Parties visées à l'annexe I font en sorte, individuellement ou conjointement, que leurs émissions anthropiques agrégées, exprimées en équivalent dioxyde de carbone, des gaz à effet de serre indiqués à l'annexe A ne dépassent pas les quantités qui leur sont attribuées, calculées en fonction de leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions consignés dans la troisième colonne du tableau figurant à l'annexe B et conformément aux dispositions du présent article, en vue de réduire leurs émissions globales de ces gaz d'au moins 18% par rapport au niveau de 1990 au cours de la période d'engagement allant de 2013 à 2020.

D.**Paragraphe 1 ter de l'article 3**

Insérer après le paragraphe 1 *bis* de l'article 3 du Protocole le paragraphe suivant:

- 1 ter. Une Partie visée à l'annexe B peut proposer un ajustement tendant à abaisser le pourcentage inscrit dans la troisième colonne du tableau de l'annexe B de son engagement chiffré de limitation et de réduction des émissions. Une proposition ayant trait à cet ajustement est communiquée aux Parties par le secrétariat trois mois au moins avant la réunion de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Protocole à laquelle il est proposé pour adoption.

E.**Paragraphe 1 quater de l'article 3**

Insérer après le paragraphe 1 *ter* de l'article 3 du Protocole le paragraphe suivant:

- 1 quater. Tout ajustement proposé par une Partie visée à l'annexe I tendant à relever le niveau d'ambition de son engagement chiffré de limitation et de réduction des émissions conformément au paragraphe 1 *ter* de l'article 3 ci-dessus est considéré comme adopté par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Protocole à moins qu'un nombre supérieur aux trois quarts des Parties présentes et votantes ne fasse objection à son adoption. L'ajustement adopté est communiqué par le secrétariat au Dépositaire, qui le transmet à toutes les Parties, et il entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année suivant la communication par le Dépositaire. De tels ajustements lient les Parties.

¹ S'applique uniquement à compter du début de la deuxième période d'engagement.

F.**Paragraphe 7 bis de l'article 3**

Insérer après le paragraphe 7 de l'article 3 du Protocole le paragraphe suivant:

- 7 bis. Au cours de la deuxième période d'engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions, allant de 2013 à 2020, la quantité attribuée à chacune des Parties visées à l'annexe I est égale au pourcentage, inscrit pour elle dans la troisième colonne du tableau figurant à l'annexe B, de ses émissions anthropiques agrégées, exprimées en équivalent dioxyde de carbone, des gaz à effet de serre indiqués à l'annexe A en 1990, ou au cours de l'année ou de la période de référence fixée conformément au paragraphe 5 ci-dessus, multiplié par huit. Les Parties visées à l'annexe I pour lesquelles le changement d'affectation des terres et la foresterie constituaient en 1990 une source nette d'émissions de gaz à effet de serre prennent en compte dans leurs émissions correspondant à l'année de référence (1990) ou à la période de référence, aux fins du calcul de la quantité qui leur est attribuée, les émissions anthropiques agrégées par les sources, exprimées en équivalent dioxyde de carbone, déduction faite des quantités absorbées par les puits en 1990, telles qu'elles résultent du changement d'affectation des terres.

G.**Paragraphe 7 ter de l'article 3**

Insérer après le paragraphe 7 *bis* de l'article 3 du Protocole le paragraphe suivant:

- 7 ter. Toute différence positive entre la quantité attribuée de la deuxième période d'engagement pour une Partie visée à l'annexe I et le volume des émissions annuelles moyennes pour les trois premières années de la période d'engagement précédente multiplié par huit est transférée sur le compte d'annulation de cette Partie.

H.**Paragraphe 8 de l'article 3**

Au paragraphe 8 de l'article 3 du Protocole, remplacer les mots suivants:

du calcul visé au paragraphe 7 ci-dessus

par:

du calcul visé aux paragraphes 7 et 7 *bis* ci-dessus

I.**Paragraphe 8 bis de l'article 3**

Insérer après le paragraphe 8 de l'article 3 du Protocole le paragraphe suivant:

- 8 bis. Toute Partie visée à l'annexe I peut choisir 1995 ou 2000 comme année de référence aux fins du calcul visé au paragraphe 7 *bis* ci-dessus pour le trifluorure d'azote.

J.**Paragraphes 12 bis et ter de l'article 3**

Insérer après le paragraphe 12 de l'article 3 du Protocole les paragraphes suivants:

- 12 bis. Les Parties visées à l'annexe I peuvent utiliser toute unité générée par les mécanismes de marché susceptibles d'être mis en place au titre de la Convention ou de ses instruments, en vue de faciliter le respect de leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions au titre de l'article 3. Toute unité de ce type acquise par une Partie auprès d'une autre Partie à la Convention est rajoutée à la quantité attribuée à la Partie qui procède à l'acquisition et soustraite de la quantité d'unités détenue par la Partie qui la cède.
- 12 ter. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Protocole veille à ce qu'une partie des unités provenant d'activités approuvées au titre des mécanismes de marché mentionnés au paragraphe 12 *bis* ci-dessus qui sont utilisées par les Parties visées à l'annexe I pour les aider à respecter leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction des émissions au titre de l'article 3 serve à couvrir les dépenses d'administration, ainsi qu'à aider les pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à financer le coût de l'adaptation dans le cas d'unités acquises au titre de l'article 17.

K.**Paragraphe 2 de l'article 4**

Ajouter à la fin de la première phrase du paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole le membre de phrase suivant:

, ou à la date du dépôt de leurs instruments d'acceptation de tout amendement à l'annexe B adopté en vertu du paragraphe 9 de l'article 3

L.**Paragraphe 3 de l'article 4**

Au paragraphe 3 de l'article 4 du Protocole, remplacer les mots:

au paragraphe 7 de l'article 3

par:

à l'article 3 à laquelle il se rapporte

Article 2: Entrée en vigueur

Le présent amendement entre en vigueur conformément aux articles 20 et 21 du Protocole de Kyoto.

Etats Liés

Pays	Date de consentement	Type de consentement	Date d'entrée en vigueur
AFRIQUE DU SUD	07/05/2015	Acceptation	
ALGÉRIE	28/09/2015	Acceptation	
ALLEMAGNE	14/11/2017	Acceptation	
ANTIGUA ET BARBUDA	23/09/2016	Acceptation	
ARGENTINE	01/12/2015	Acceptation	
ARMÉNIE	31/03/2017	Acceptation	
AUSTRALIE	09/11/2016	Acceptation	
AUTRICHE	21/12/2017	Acceptation	
AZERBAÏDJAN	01/07/2015	Acceptation	
BAHAMAS	04/11/2015	Acceptation	
BANGLADESH	13/11/2013	Acceptation	
BARBADE	14/08/2013	Acceptation	
BELGIQUE	14/11/2017	Acceptation	
BHOUTAN	29/09/2015	Acceptation	
BOTSWANA	07/03/2016	Acceptation	
BRUNEI	14/11/2014	Acceptation	
BRÉSIL	13/02/2018	Acceptation	
BULGARIE	21/12/2017	Acceptation	
BURKINA FASO	29/11/2016	Acceptation	
CAMBODGE	17/11/2015	Acceptation	
CHILI	10/11/2015	Acceptation	
CHINE (REP. POPULAIRE)	02/06/2014	Acceptation	
CHYPRE	10/12/2015	Acceptation	
COMORES	07/09/2014	Acceptation	
CONGO (REP. DEMOCRATIQUE)	14/05/2015	Acceptation	
CORÉE DU SUD	27/05/2015	Acceptation	
COSTA-RICA	21/09/2016	Acceptation	
CROATIE	21/12/2017	Acceptation	
CUBA	28/12/2016	Acceptation	
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE	21/12/2017	Acceptation	
DANEMARK	21/12/2017	Acceptation	
DJIBOUTI	23/09/2014	Acceptation	
DOMINICAINE REPUBLIQUE	21/09/2016	Acceptation	
EMIRATS ARABES UNIS	26/04/2013	Acceptation	
EQUATEUR	20/04/2015	Acceptation	
ERYTHRÉE	03/05/2018	Acceptation	
ESPAGNE	14/11/2017	Acceptation	
ESTONIE	21/12/2017	Acceptation	
ETHIOPIE	26/06/2015	Acceptation	
FIDJI	19/09/2017	Acceptation	
FINLANDE	16/11/2017	Acceptation	
FRANCE	30/11/2017	Acceptation	
GABON	01/12/2017	Acceptation	
GAMBIE	07/11/2016	Acceptation	
GRECE	21/12/2017	Acceptation	

GRENADE	01/04/2015	Acceptation
GUINÉE	06/04/2016	Acceptation
GUYANA	23/12/2014	Acceptation
HONDURAS	11/04/2014	Acceptation
HONGRIE	01/10/2015	Acceptation
ILES SALOMON	05/09/2014	Acceptation
INDE	08/08/2017	Acceptation
INDONESIE	30/09/2014	Acceptation
IRLANDE	21/12/2017	Acceptation
ISLANDE	07/10/2015	Acceptation
ITALIE	18/07/2016	Acceptation
KENYA	07/04/2014	Acceptation
KIRIBATI	11/02/2016	Acceptation
LETTONIE	21/12/2017	Acceptation
LIBERIA	17/08/2015	Acceptation
LIECHTENSTEIN	23/02/2015	Acceptation
LITUANIE	22/11/2017	Acceptation
LUXEMBOURG	21/09/2017	Acceptation
MADAGASCAR	01/10/2015	Acceptation
MALAISIE	12/04/2017	Acceptation
MALAWI	29/06/2017	Acceptation
MALDIVES	01/07/2015	Acceptation
MALI	07/12/2015	Acceptation
MALTE	21/12/2017	Acceptation
MAROC	05/09/2014	Acceptation
MARSHALL (ILES)	07/05/2015	Acceptation
MAURICE	05/09/2013	Acceptation
MEXIQUE	23/09/2014	Acceptation
MICRONESIE(FED)	19/02/2014	Acceptation
MONACO	27/12/2013	Acceptation
MYANMAR (BIRMANIE)	19/09/2017	Acceptation
NAMIBIE	17/02/2015	Acceptation
NAURU	01/12/2014	Acceptation
NORVEGE	12/06/2014	Acceptation
NOUVELLE-ZÉLANDE	30/11/2015	Acceptation
OUGANDA	08/07/2015	Acceptation
PAKISTAN	31/10/2017	Acceptation
PALAU	10/03/2015	Acceptation
PANAMA	29/09/2015	Acceptation
PAYS-BAS	22/11/2017	Acceptation
PHILIPPINES	13/04/2016	Acceptation
PORTUGAL	22/11/2017	Acceptation
PÉROU	24/09/2014	Acceptation
ROUMANIE	03/05/2016	Acceptation
ROYAUME-UNI	17/11/2017	Acceptation
RWANDA	20/11/2015	Acceptation
SAINT MARIN	04/08/2015	Acceptation
SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES	25/10/2016	Acceptation
SAMOA	18/09/2015	Acceptation
SERBIE	30/06/2017	Acceptation
SEYCHELLES	15/07/2015	Acceptation
SINGAPOUR	23/09/2014	Acceptation

SLOVAQUIE	16/11/2017	Acceptation
SLOVENIE	21/12/2017	Acceptation
SOUDAN	03/02/2014	Acceptation
SRI LANKA	02/12/2015	Acceptation
SUEDE	14/11/2017	Acceptation
SUISSE	28/08/2015	Acceptation
SWAZILAND	21/09/2016	Acceptation
TCHEQUE REP.	21/12/2017	Acceptation
THAILANDE	01/09/2015	Acceptation
TRINIDAD ET TOBAGO	06/08/2015	Acceptation
TUVALU	04/12/2014	Acceptation
VANUATU	15/03/2018	Acceptation
VENEZUELA	01/03/2018	Acceptation
VIETNAM	22/06/2015	Acceptation
ZIMBABWÉ	20/04/2016	Acceptation

VERTALING**Wijziging van Doha van het Protocol van Kyoto****Artikel 1: Wijziging****A. Bijlage B bij het Protocol van Kyoto**

De volgende tabel vervangt de tabel in Bijlage B bij het Protocol:

<i>1</i>	<i>2</i>	<i>3</i>	<i>4</i>	<i>5</i>	<i>6</i>
<i>Partij</i>	<i>Gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking of -reductie (2008–2012) (percentage van referentiejaar of -periode)</i>	<i>Gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking of -reductie (2013–2020) (percentage van referentiejaar of -periode)</i>		<i>Gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking of -reductie (2013–2020) (uitgedrukt als percentage van het basisjaar)¹</i>	<i>Toezeggingen reductie emissie van broeikasgassen tegen 2020 (uitgedrukt als percentage van het basisjaar)²</i>
Australië	108	99,5	2000	98	– 5 tot – 15% of – 25% ³
Oostenrijk	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Belarus⁵ *		88	1990	n.v.t.	– 8%
België	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Bulgarije*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Kroatië*	95	80 ⁶	n.v.t.	n.v.t.	– 20%/-30% ⁷
Cyprus		80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Tsjechische Republiek*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Denemarken	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Estland*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Europese Unie	92	80 ⁴	1990	n.v.t.	– 20%/-30% ⁷
Finland	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Frankrijk	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Duitsland	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Griekenland	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Hongarije*	94	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
IJsland	110	80 ⁸	n.v.t.	n.v.t.	
Ierland	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Italië	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Kazachstan*		95	1990	95	– 7%
Letland*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Liechtenstein	92	84	1990	84	– 20%/-30% ⁹
Litouwen*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Luxemburg	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Malta		80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	

1	2	3	4	5	6
<i>Partij</i>	<i>Gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking of -reductie (2008–2012) (percentage van referentiejaar of -periode)</i>	<i>Gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking of -reductie (2013–2020) (percentage van referentiejaar of -periode)</i>	<i>1990</i>	<i>Gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking of -reductie (2013–2020) (uitgedrukt als percentage van het basisjaar¹)</i>	<i>Toezeggingen reductie emissie van broeikasgassen tegen 2020 (uitgedrukt als percentage van het basisjaar²)</i>
Monaco	92	78	1990	78	–30%
Nederland	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	–30% tot –40% ¹⁰
Noorwegen	101	84	1990	84	
Polen*	94	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Portugal	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Roemenië*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Slowakije*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Slovenië*	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Spanje	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
Zweden	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	–20% tot
Zwitserland	92	84.2	1990	n.v.t.	–30% ¹¹
Oekraïne*	100	76 ¹²	1990	n.v.t.	–20%
Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland	92	80 ⁴	n.v.t.	n.v.t.	
<i>Partij</i>	<i>Gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking en -reductie (2008–2012) (percentage van referentiejaar of -periode)</i>				
Canada ¹³	94				
Japan ¹⁴	94				
Nieuw-Zeeland ¹⁵	100				
Russische Federatie ^{16*}	100				

Afkorting n.v.t. = niet van toepassing

*Landen die de overgang naar een markteconomie doormaken.

Alle onderstaande voetnoten, uitgezonderd voetnoten 1, 2 en 5, zijn aangeleverd door middel van berichten van de respectieve Partijen.

- 1 Een basisjaar kan door een Partij naar keuze voor haar eigen doeleinden worden gebruikt om haar gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking of -reductie (QELRCs) uit te drukken als percentage van de emissies van dat jaar, zonder dat dit

- internationaal bindend is uit hoofde van het Protocol van Kyoto, in aanvulling op haar QELRC(s) in relatie tot het referentiejaar in de tweede en derde kolom van deze tabel, die wel juridisch bindend zijn op internationaal niveau.
- 2 Meer informatie over deze toezeggingen is te vinden in de documenten FCCC/SB/2011/INF.I/Rev.1 en FCCC/KP/A WG/2012/MISC.1, Add.1 en Add.2.
 - 3 De QELRC van Australië uit hoofde van de tweede verbintenisperiode van het Protocol van Kyoto is in overeenstemming met het bereiken van de onvoorwaardelijke doelstelling van Australië voor 2020, te weten 5% lager dan de niveaus van 2000. Australië behoudt de mogelijkheid naderhand zijn doelstelling voor 2020 te verhogen van 5 naar 15 of 25% lager dan de niveaus van 2000, mits aan een aantal voorwaarden wordt voldaan. Hiermee blijft de status van deze toezeggingen zoals gedaan uit hoofde van de Afspraken van Cancún gehandhaafd en ontstaat geen nieuwe juridisch bindende verplichting ingevolge dit Protocol of de daarmee samenhangende regels en modaliteiten.
 - 4 Bij de QELRCs voor de Europese Unie en haar lidstaten voor de tweede verbintenisperiode ingevolge het Protocol van Kyoto wordt ervan uitgegaan dat deze gezamenlijk worden nagekomen met de Europese Unie en haar lidstaten, in overeenstemming met artikel 4 van het Protocol van Kyoto. De QELRCs laten de latere kennisgeving door de Europese Unie en haar lidstaten van een overeenkomst om hun verplichtingen gezamenlijk na te komen in overeenstemming met de bepalingen van het Protocol van Kyoto, onverlet.
 - 5 Toegevoegd aan Bijlage B bij een wijziging aangenomen ingevolge besluit IO/CMP.2. Deze wijziging is nog niet in werking getreden.
 - 6 Bij de QELRC van Kroatië voor de tweede verbintenisperiode ingevolge het Protocol van Kyoto wordt ervan uitgegaan dat deze gezamenlijk wordt nagekomen met de Europese Unie en haar lidstaten, in overeenstemming met artikel 4 van het Protocol van Kyoto. Bijgevolg zal de toetreding van Kroatië tot de Europese Unie geen gevolgen hebben voor zijn deelname aan een overeenkomst inzake een dergelijke gezamenlijke nakoming uit hoofde van artikel 4 of van zijn QELRC.
 - 7 De Europese Unie herhaalt haar voorwaardelijk aanbod, als onderdeel van een wereldwijde en allesomvattende overeenkomst voor de periode na 2012, tegen 2020 de reductie op te voeren tot 30% ten opzichte van de niveaus van 1990 op voorwaarde dat andere ontwikkelde landen zich tot vergelijkbare emissiereducties verbinden en dat ontwikkelingslanden een bijdrage leveren die in verhouding staat tot hun verantwoordelijkheden en respectieve vermogen.
 - 8 Bij de QELRC van IJsland voor de tweede verbintenisperiode ingevolge het Protocol van Kyoto wordt ervan uitgegaan dat deze gezamenlijk wordt nagekomen met de Europese Unie en haar lidstaten, in overeenstemming met artikel 4 van het Protocol van Kyoto.
 - 9 De in de derde kolom vermelde QELRC verwijst naar een reductiedoelstelling van 20% tegen 2020 ten opzichte van de niveaus van 1990. Liechtenstein zou een hogere reductiedoelstelling van maximaal 30% tegen 2020 ten opzichte van 1990 in overweging willen nemen op voorwaarde dat andere ontwikkelde landen zich tot vergelijkbare emissiereducties verbinden en dat economisch verder gevorderde ontwikkelingslanden een bijdrage leveren die in verhouding staat tot hun verantwoordelijkheden en respectieve vermogen.
 - 10 De QELRC van 84 van Noorwegen is in overeenstemming met zijn doelstelling van een emissiereductie van 30% tegen 2020 ten opzichte van 1990. Indien hiermee een bijdrage kan worden geleverd aan een wereldwijde en allesomvattende overeenkomst waarbij de Partijen met de grootste uitstoot emissiereducties overeenkomen die stroken met de doelstelling van 2°C, voert Noorwegen de reductie op tot 40% tegen 2020 ten

- opzichte van de niveaus van 1990. Hiermee blijft de status van de toezegging gedaan krachtens de Afspraken van Cancún in stand en ontstaat geen nieuwe juridisch bindende verplichting uit hoofde van dit Protocol.
- 11 De in de derde kolom van deze tabel vermelde QELRC verwijst naar een reductiedoelstelling van 20% tegen 2020 ten opzichte van de niveaus van 1990. Zwitserland zou een hogere reductiedoelstelling van maximaal 30% tegen 2020 ten opzichte van de niveaus van 1990 in overweging willen nemen op voorwaarde dat andere ontwikkelde landen zich tot vergelijkbare emissiereducties verbinden en dat ontwikkelingslanden een bijdrage leveren die in verhouding staat tot hun verantwoordelijkheden en respectieve vermogen, in overeenstemming met de doelstelling van 2°C. Hiermee blijft de status van toezegging gedaan krachtens de Afspraken van Cancún in stand en ontstaat geen nieuwe juridisch bindende verplichting uit hoofde van dit Protocol of daarmee samenhangende regels en modaliteiten.
 - 12 Moet volledig worden overgedragen en enige annulering of beperking van dit wettig verkregen soevereine bezit wordt niet geaccepteerd.
 - 13 Op 15 december 2011 ontving de Depositaris van Canada een schriftelijke kennisgeving van opzegging van het Protocol van Kyoto. Deze opzegging wordt voor Canada van kracht op 15 december 2012.
 - 14 In een bericht d.d. 10 december 2010 heeft Japan te kennen gegeven dat het land niet voornemens is verplichtingen aan te gaan in het kader van de tweede verbintenisperiode van het Protocol van Kyoto na 2012.
 - 15 Nieuw-Zeeland blijft Partij bij het Protocol van Kyoto. Het land stelt een gekwantificeerde reductiedoelstelling vast voor emissies in zijn gehele economie uit hoofde van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering in de periode 2013 tot 2020.
 - 16 In een bericht d.d. 8 december 2010, dat op 9 december 2010 door het secretariaat is ontvangen, heeft de Russische Federatie te kennen gegeven dat zij niet voornemens is een gekwantificeerde verplichting inzake emissiebeperking of -reductie aan te gaan voor de tweede verbintenisperiode.

B. Bijlage A bij het Protocol van Kyoto

De volgende lijst vervangt de lijst onder “Broeikasgassen” in Bijlage A bij het Protocol:

Broeikasgassen

Kooldioxide (CO₂)

Methaan (CH₄)

Distikstofoxide (N₂O)

Fluorkoolwaterstoffen (HKF's)

Perfluorkoolwaterstoffen (PFK's)

Zwavelhexafluoride (SF₆)

Stikstoftrifluoride (NF₃)¹

C. Artikel 3, lid 1 bis

Het volgende lid wordt ingevoegd na het eerste lid van artikel 3 van het Protocol:

1 bis. De in Bijlage I opgenomen Partijen zorgen er ieder voor zich of gezamenlijk voor dat hun gezamenlijke antropogene in kooldioxide-equivalenten uitgedrukte emissies van de in Bijlage A genoemde broeikasgassen de hun toegewezen hoeveelheden, berekend aan de hand van hun gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking en -reductie als opgenomen in de derde kolom van de tabel in Bijlage B en overeenkomstig het in dit artikel bepaalde, niet overschrijden, met het oog op de reductie van hun totale emissie van die gassen in de verbintenisperiode 2013 tot 2020 met ten minste 18% ten opzichte van de niveaus van 1990.

D. Artikel 3, eerste lid ter

Het volgende lid wordt ingevoegd na het eerste lid bis van artikel 3 van het Protocol:

1 ter. Een in Bijlage B opgenomen Partij mag een aanpassing voorstellen tot vermindering van het percentage van haar gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking en -reductie zoals opgenomen in de derde kolom van de tabel in Bijlage B. Een voorstel voor een dergelijke aanpassing wordt door het secretariaat aan de Partijen medegedeeld ten minste drie maanden voor de bijeenkomst van de Conferentie van de Partijen waarin de Partijen bij dit Protocol bijeenkomen waarop zij tot aanneming wordt voorgesteld.

E. Artikel 3, eerste lid quater

Het volgende lid wordt ingevoegd na het eerste lid ter van artikel 3 van het Protocol:

1 quater. Een door een in Bijlage I opgenomen Partij voorgestelde aanpassing om het ambitieniveau van haar gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking en -reductie te verhogen in overeenstemming met het bovenstaande artikel 3, eerste lid ter, wordt geacht te zijn aangenomen door de Conferentie van de Partijen waarin de Partijen bij dit Protocol bijeenkomen, tenzij meer dan drie vierde van de Partijen die aanwezig zijn en hun stem uitbrengen bezwaar hebben tegen de aanneming ervan. De aangenomen aanpassing wordt door het secretariaat medegedeeld aan de Depositaris, die deze toezendt aan alle Partijen, en treedt in werking op 1 januari van het jaar dat volgt op de mededeling door de Depositaris. Deze aanpassingen zijn bindend voor Partijen.

F. Artikel 3, zevende lid bis

¹ Is uitsluitend van toepassing vanaf het begin van de tweede verbintenisperiode.

Het volgende lid wordt ingevoegd na het zevende lid van artikel 3 van het Protocol:

7 bis. In de tweede verbintenisperiode voor gekwantificeerde emissiebeperking en -reductie, van 2013 tot 2020, is de aan elke in Bijlage I opgenomen Partij toegewezen hoeveelheid gelijk aan het in de derde kolom van de tabel in Bijlage B voor de betrokken Partij opgenomen percentage van haar totale antropogene in kooldioxide-equivalenten uitgedrukte emissies van de in Bijlage A genoemde broeikasgassen in 1990, of het referentiejaar dat of de referentieperiode die overeenkomstig het vijfde lid is bepaald, vermenigvuldigd met acht. De in Bijlage I opgenomen Partijen voor welke veranderingen in landgebruik en bosbouw in 1990 een nettobron van broeikasgasemissies vormden, dienen, met het oog op de berekening van de hun toegewezen hoeveelheid, in het referentiejaar of de referentieperiode voor hun emissies in 1990 de totale antropogene in kooldioxide-equivalenten uitgedrukte emissies per bron, verminderd met de verwijderingen per put in 1990, resulterend uit veranderingen in het landgebruik op te nemen.

G. Artikel 3, zevende lid ter

Het volgende lid wordt ingevoegd na het zevende lid bis van artikel 3 van het Protocol:

7 ter. Een positief verschil tussen de toegewezen hoeveelheid van de tweede verbintenisperiode voor een in Bijlage I opgenomen Partij en de gemiddelde jaarlijkse emissies voor de eerste drie jaar van de voorgaande verbintenisperiode vermenigvuldigd met acht wordt overgebracht naar de annuleringsrekening van die Partij.

H. Artikel 3, achtste lid

In het achtste lid van artikel 3 van het Protocol worden de woorden:

in het zevende lid bedoelde berekening

vervangen door:

in het zevende lid en zevende lid bis bedoelde berekening

I. Artikel 3, achtste lid bis

Het volgende lid wordt ingevoegd na het achtste lid van artikel 3 van het Protocol:

8 bis. Alle in Bijlage I opgenomen Partijen kunnen 1995 of 2000 als referentiejaar gebruiken voor stikstoftrifluoride, met het oog op de in het zevende lid bis bedoelde berekening.

J. Artikel 3, twaalfde lid bis en ter

De volgende leden worden ingevoegd na het twaalfde lid van artikel 3 van het Protocol:

12 bis. Eenheden gegenereerd door marktmechanismen die uit hoofde van het Verdrag of zijn instrumenten kunnen worden ingesteld, mogen door de in Bijlage I opgenomen Partijen worden gebruikt om hen te helpen de gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking en -reductie uit hoofde van artikel 3 na te komen. Elke dergelijke eenheid die een Partij van een andere Partij bij het Verdrag verkrijgt wordt toegevoegd aan de toegewezen hoeveelheid van de verkrijgende Partij en wordt afgetrokken van de hoeveelheid eenheden in het bezit van de overdragende Partij.

12 ter. De Conferentie van de Partijen waarin de Partijen bij dit Protocol bijeenkomen waarborgt dat daar waar eenheden afkomstig van goedgekeurde activiteiten uit hoofde van marktmechanismen, bedoeld in het twaalfde lid bis van dit artikel, door in Bijlage I opgenomen Partijen worden gebruikt om hen te helpen de gekwantificeerde verplichtingen inzake emissiebeperking en -reductie uit hoofde van artikel 3 na te komen, een deel van deze eenheden wordt aangewend ter dekking van administratieve uitgaven en om Partijen die ontwikkelingslanden zijn en die in het bijzonder kwetsbaar zijn voor de nadelige gevolgen van klimaatverandering te helpen de kosten van aanpassing op te brengen indien deze eenheden zijn verkregen uit hoofde van artikel 17.

K. Artikel 4, tweede lid

De volgende woorden worden toegevoegd aan het einde van de eerste volzin van het tweede lid van artikel 4 van het Protocol:

, of op de datum van nederlegging van hun akten van aanvaarding van een wijziging van Bijlage B, krachtens artikel 3, negende lid.

L. Artikel 4, derde lid

In het derde lid van artikel 4 van het Protocol worden de woorden:

, zevende lid, genoemde verbintenisperiode

vervangen door:

genoemde verbintenisperiode waarop zij betrekking heeft

Artikel 2: Inwerkingtreding

Deze wijziging treedt in werking in overeenstemming met de artikelen 20 en 21 van het Protocol van Kyoto.

Gebonden Staten

Land	instemming datum	instemming	Inwerkingtreding
ALGERIJE	28/09/2015	Aanvaarding	
ANTIGUA ET BARBUDA	23/09/2016	Aanvaarding	
ARGENTINIE	01/12/2015	Aanvaarding	
ARMENIE	31/03/2017	Aanvaarding	
AUSTRALIE	09/11/2016	Aanvaarding	
AZERBEIDZJAN	01/07/2015	Aanvaarding	
BAHAMAS, DE	04/11/2015	Aanvaarding	
BANGLADESH	13/11/2013	Aanvaarding	
BARBUDA	14/08/2013	Aanvaarding	
België	14/11/2017	Aanvaarding	
BHOUTAN	29/09/2015	Aanvaarding	
BOTSWANA	07/03/2016	Aanvaarding	
BRAZILIE	13/02/2018	Aanvaarding	
BRUNEI	14/11/2014	Aanvaarding	
BULGARIJE	21/12/2017	Aanvaarding	
BURKINA FASO	29/11/2016	Aanvaarding	
CAMBODJA	17/11/2015	Aanvaarding	
CHILI	10/11/2015	Aanvaarding	
CHINA (VOLKSREPUBLIC)	02/06/2014	Aanvaarding	
COMOREN	07/09/2014	Aanvaarding	
CONGO (DEMOCRATISCHE REP.)	14/05/2015	Aanvaarding	
COSTA RICA	21/09/2016	Aanvaarding	
CUBA	28/12/2016	Aanvaarding	
CYPRUS	10/12/2015	Aanvaarding	
DENEMARKEN	21/12/2017	Aanvaarding	
DJIBOUTI	23/09/2014	Aanvaarding	
DOMINICAANSE REPUBLIEK	21/09/2016	Aanvaarding	
DUITSLAND	14/11/2017	Aanvaarding	
ECUADOR	20/04/2015	Aanvaarding	
ERITREA	03/05/2018	Aanvaarding	
ESTLAND	21/12/2017	Aanvaarding	
ETHIOPIE	26/06/2015	Aanvaarding	
Europese Gemeenschap	21/12/2017	Aanvaarding	
FIJI	19/09/2017	Aanvaarding	
FILIPPIJNEN	13/04/2016	Aanvaarding	
FINLAND	16/11/2017	Aanvaarding	
FRANKRIJK	30/11/2017	Aanvaarding	
GABON	01/12/2017	Aanvaarding	

GAMBIA	07/11/2016	Aanvaarding	
GRENADE	01/04/2015	Aanvaarding	
GRIEKENLAND	21/12/2017	Aanvaarding	
GUINEA	06/04/2016	Aanvaarding	
GUYANA	23/12/2014	Aanvaarding	
HONDURAS	11/04/2014	Aanvaarding	
HONGARIJE	01/10/2015	Aanvaarding	
IERLAND	21/12/2017	Aanvaarding	
IJSLAND	07/10/2015	Aanvaarding	
INDIA	08/08/2017	Aanvaarding	
INDONESIE	30/09/2014	Aanvaarding	
ITALIE	18/07/2016	Aanvaarding	
KENIA	07/04/2014	Aanvaarding	
KIRIBATI	11/02/2016	Aanvaarding	
KOREA (ZUID)	27/05/2015	Aanvaarding	
KROATIE	21/12/2017	Aanvaarding	
LETLAND	21/12/2017	Aanvaarding	
LIBERIA	17/08/2015	Aanvaarding	
LIECHTENSTEIN	23/02/2015	Aanvaarding	
LITOUWEN	22/11/2017	Aanvaarding	
LUXEMBURG	21/09/2017	Aanvaarding	
MADAGASCAR	01/10/2015	Aanvaarding	
MALAWI	29/06/2017	Aanvaarding	
MALEDIVEN	01/07/2015	Aanvaarding	
MALEISIE	12/04/2017	Aanvaarding	
MALI	07/12/2015	Aanvaarding	
MALTA	21/12/2017	Aanvaarding	
MAROKKO	05/09/2014	Aanvaarding	
MARSHALL (EIL.)	07/05/2015	Aanvaarding	
MAURITIUS	05/09/2013	Aanvaarding	
MEXICO	23/09/2014	Aanvaarding	
MICRONESIE	19/02/2014	Aanvaarding	
MONACO	27/12/2013	Aanvaarding	
MYANMAR (BIRMA)	19/09/2017	Aanvaarding	
NAMIBIE	17/02/2015	Aanvaarding	
NAURU	01/12/2014	Aanvaarding	
NEDERLAND	22/11/2017	Aanvaarding	
NIEUW-ZEELAND	30/11/2015	Aanvaarding	
NOORWEGEN	12/06/2014	Aanvaarding	
OEGANDA	08/07/2015	Aanvaarding	
OOSTENRIJK	21/12/2017	Aanvaarding	
PAKISTAN	31/10/2017	Aanvaarding	
PALAU	10/03/2015	Aanvaarding	
PANAMA	29/09/2015	Aanvaarding	
PERU	24/09/2014	Aanvaarding	
PORTUGAL	22/11/2017	Aanvaarding	

ROEMENIE	03/05/2016	Aanvaarding	
RWANDA	20/11/2015	Aanvaarding	
SAINT KITTS ET NEVIS	25/10/2016	Aanvaarding	
SALOMOM EILANDEN	05/09/2014	Aanvaarding	
SAMOA AMERICAINE	18/09/2015	Aanvaarding	
SAN MARINO	04/08/2015	Aanvaarding	
SERVIË	30/06/2017	Aanvaarding	
SEYCHELLEN	15/07/2015	Aanvaarding	
SINGAPORE	23/09/2014	Aanvaarding	
SLOVAKIJE	16/11/2017	Aanvaarding	
SLOVENIE	21/12/2017	Aanvaarding	
SOEDAN	03/02/2014	Aanvaarding	
SPANJE	14/11/2017	Aanvaarding	
SRI LANKA	02/12/2015	Aanvaarding	
SWAZILAND	21/09/2016	Aanvaarding	
THAILAND	01/09/2015	Aanvaarding	
TRINIDAD EN TOBAGO	06/08/2015	Aanvaarding	
TSJECHISCHE REP.	21/12/2017	Aanvaarding	
TUVALU	04/12/2014	Aanvaarding	
VANUATU	15/03/2018	Aanvaarding	
VENEZUELA	01/03/2018	Aanvaarding	
VERENIGD KONINKRIJK	17/11/2017	Aanvaarding	
VERENIGDE ARABISCHE EMIRATEN	26/04/2013	Aanvaarding	
VIETNAM	22/06/2015	Aanvaarding	
ZIMBABWE	20/04/2016	Aanvaarding	
ZUID-AFRIKA	07/05/2015	Aanvaarding	
ZWEDEN	14/11/2017	Aanvaarding	
ZWITSERLAND	28/08/2015	Aanvaarding	